



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2024-12-16/2024-12-31]

Publicación quincenal

Lundi 16 décembre.

Air Congo réceptionne son deuxième avion à Kinshasa, un Boeing 737-800, en provenance d'Addis Abeba, en Ethiopie. Le lancement imminent de cette compagnie avait été mentionné lors de la 14^e session du Conseil des ministres, le 20 septembre dernier. À cette occasion, le ministre des Transports avait annoncé que les discussions sur la mise en place de cette compagnie avaient repris. Il avait également précisé les modalités du partenariat : « Les parts sociales des deux actionnaires, la RDC et le groupe Ethiopian Airlines, sont respectivement de 51 % et 49 %, pour un montant total de 40 millions USD. » Quatre avions supplémentaires devraient être acquis autour de juin 2025.

L'annulation de la tripartite de Luanda présente beaucoup de risques dans l'Est de la RDC. D'un côté, Kigali insiste sur des négociations directes entre Kinshasa et les rebelles, de l'autre Kinshasa refuse, qualifiant le M23 de groupe terroriste manipulé par le Rwanda. Cela risque de bloquer, à ce stade, la poursuite des négociations. Une autre conséquence serait le risque d'intensification des combats par le M23, dans le but de contraindre Kinshasa à négocier. Depuis une semaine, la rébellion se renforce en effectifs et matériel dans plusieurs zones du Nord-Kivu.

Le président angolais João Lourenço préoccupé par le manque de consensus sur la question du M23. Le président João Lourenço exprime son inquiétude face à l'absence de consensus sur ce point crucial, regrettant que l'une des parties, notamment le Rwanda, ait demandé le report de la tripartite prévue dimanche à la dernière minute. Il salue néanmoins les avancées majeures sur plusieurs points, notamment, le cessez-le-feu, la neutralisation des FDLR, l'opérationnalisation du mécanisme de vérification ad hoc et l'approbation du concept d'opérations.

Annulation de la tripartite de Luanda : l'Union européenne dit sa déception. Le Représentant spécial de l'Union européenne pour la Région des Grands Lacs, a réaffirmé « la position très claire et très ferme de l'UE par rapport à la présence de troupes rwandaises sur le sol congolais. C'est-à-dire que ces troupes doivent se retirer "de la RDC.

Le M23 atteint Alimbongo, le grand verrou des Fardc depuis le début du cessez-le-feu. La localité d'Alimbongo (territoire de Lubero) est finalement passée sous contrôle des rebelles du M23 soutenus par le Rwanda malgré les 15 jours de résistance de l'armée congolaise. Les rebelles ont fait leur entrée dans cette localité autour de 17 h au terme de combats qui les ont opposés à l'armée congolaise depuis 10 h. Alimbongo, dans la chefferie des Bamate, était jusque-là le grand verrou stratégique de l'armée depuis l'annonce du cessez-le-feu par les USA, début août, au lendemain de la chute de Kirumba, Kayna et Kanyabayonga. Sa chute intervient après celle de Matembe conquise dimanche par les rebelles. Avec la chute d'Alimbongo, les rebelles du M23 signent leur entrée en chefferie de Bamate et progressent vers Lubero-centre. Direction qui connaît pour l'instant un afflux important des déplacés de guerre. Un notable d'Alimbongo évoque des problèmes d'ordre logistique au sein des FARDC qui n'ont pas suffisamment d'engins pour se déplacer. Leurs véhicules Kamaz achetés à l'époque de Kabila ont vieilli et l'armée a

repris les anciennes habitudes de se servir des véhicules civils. La même source évoque également la question des appels au respect de cessez-le-feu qui plongent des militaires congolais dans une confusion. (Actualité.CD)

Des jeunes volontaires s'engagent dans la lutte anti-incendie à Goma. 400 jeunes volontaires, à l'issue d'une série de formations en cascade de six mois, sont maintenant engagés dans presque tous les quartiers de la ville de Goma, prêts à intervenir en cas d'incendie, même avec des moyens rudimentaires. La ville de Goma est dotée de seulement deux véhicules anti-incendie pour couvrir dix-huit quartiers. Actuellement, un seul est opérationnel. Cette mobilisation intervient après le lancement des travaux de construction d'une caserne de sapeurs-pompiers à Goma.

Ituri : trois personnes tuées par des miliciens Codeco à Ledza, dans la périphérie de Fataki. Ces miliciens se sont introduits dans la maison des victimes en tirant de coups de feu. La population composée essentiellement des agriculteurs vit dans la psychose et les activités agricoles y sont presque paralysées.

Mardi 17 décembre.

Kisangani : une table ronde s'ouvre ce mardi pour réconcilier les Mbole et Lengola. Ce forum de trois jours (17-19 décembre) connaîtra la participation des représentants des communautés ethniques, des chefs coutumiers, des acteurs de la société civile, des leaders religieux et autorités politico-administratives de la Tshopo. Cette conférence va plancher sur les causes du conflit communautaire entre Mbole et Lengola. Elle se propose également d'envisager les mesures visant à rétablir la confiance, la cohésion et la concorde pour une vie paisible et le retour des déplacés dans leurs milieux d'origine. C'est depuis octobre 2022 que le conflit a éclaté entre les Mbole et les Lengola. Des sources de la société civile rapportent que plus de 800 morts et plus de 10.000 déplacés sont enregistrés, depuis plus d'une année, à la suite de ce conflit 2023. Des écoles, des maisons d'habitation et d'autres infrastructures socio-économiques ont été détruites lors des accrochages entre Mbole et Lengola. Les déplacés vivent toujours soit dans des familles d'accueil soit dans les trois sites situés à la paroisse Ste Marthe, à St Gabriel et au bureau communal de Kisangani. Tous n'attendent que le retour d'une paix durable pour retourner dans leurs milieux.

Sud-Kivu : plus de 190 crimes graves commis en 30 ans (Rapport). C'est ce que révèle le rapport de recherche documentaire sur les crimes graves commis dans cette province, présenté et remis le 16 décembre à Kinshasa au Fonds national des réparations des victimes. Les présumés auteurs de ces crimes sont principalement les groupes armés non étatiques, suivis par les services étatiques. Sur le plan statistique « il y a 60% des cas qui sont venus de groupes non étatiques, et 12 % venus de services de sécurité et 12% sont à la fois venus de groupes armés et par des forces de sécurité étatiques ». Une large majorité de cas répertoriés n'ont pas encore connu d'issue judiciaire finale. Un nombre important d'incidents n'a pas été l'objet d'une dénonciation en justice. Dans un bon nombre de cas, des dénonciations en justice ont été soumises mais aucune procédure judiciaire n'a été diligentée, note le rapport. Ce groupe de travail recommande à la justice de s'approprier les résultats de ce rapport et de recherche pour initier les enquêtes judiciaires et renforcer les actions de la justice en faveur des victimes et des témoins des crimes de masse dans la province du Sud-Kivu. Ce rapport est l'œuvre des organisations de la société civile qui s'intéressent à la question de justice transitionnelle, soutenues par Trial international et l'Ambassade britannique en RDC.

Maniema : le PRONANUT appelle les parents à compléter leurs enfants en vitamine A. Le coordonnateur provincial du Programme national de la nutrition au Maniema, dit lancé cet appel après avoir constaté la faible fréquentation des parents à ce service en cette période de campagne : « Par rapport aux activités de la nutrition depuis le 1er décembre jusqu'au 31 décembre, les zones de santé sont en train de réaliser les activités par rapport à la supplémentation en vitamine A et parasitage en Mebandazole, ciblant des enfants de 6 à 59 mois. C'est une activité très pertinente ». Il a également expliqué que la vitamine A a une importance capitale dans l'organisme de l'enfant en le protégeant contre des maladies et en renforçant son système immunitaire.

La 46e édition de la Foire internationale du Congo-Kinshasa s'ouvre le 21 décembre. Selon le ministre du Commerce extérieur, la vision du chef de l'Etat est de faire de Kinshasa, un carrefour d'attraction, un centre de rayonnement, le lieu où le monde entier peut se rencontrer et savourer la beauté de Kinshasa, la capitale de la rumba.

L'avancée du M23 pousse des milliers d'habitants à affluer vers Lubero-Centre. De nombreux habitants, en majorité des femmes et des enfants, abandonnent leurs habitations, après que les rebelles du M23 ont pris le contrôle des villages Matembe, Butsorovyva, Mambasa et Alimbongo. Ces localités, situées sur la RN2 qui mène à Lubero-centre, sont tombées sous l'occupation des rebelles après 2 jours d'affrontements avec les FARDC.

Félix Tshisekedi lance les activités d’Air Congo, le 17 décembre à l’aéroport international de N’djili/Kinshasa. Elle est lancée ce jour avec deux avions. Mais, elle compte aligner une flotte de dix avions dans les deux ans à venir. Air Congo prévoit en effet d’acquérir huit Boeing 737 et deux Dreamliners (787) pour couvrir des destinations nationales, régionales et internationales. Le ministre de Transports a cité notamment Bruxelles, Paris, Dubaï, ainsi que des villes africaines comme Johannesburg, Dar-es-Salaam, Lomé, Abidjan et Luanda.

La RDC porte plainte contre Apple en France et Belgique pour «exploitation et exportation illégale» de minerais. La République démocratique du Congo accuse depuis plusieurs mois la marque à la pomme d’acheter des minerais passés en contrebande depuis l’est instable du pays jusqu’au Rwanda voisin, où ils sont blanchis et « intégrés dans les chaînes d’approvisionnement mondiales ». La plainte vise non seulement des faits précis, mais également des « pratiques commerciales trompeuses » qu’Apple aurait utilisées pour « assurer les consommateurs que les chaînes d’approvisionnement du géant de la technologie sont propres », précisent les avocats Robert Amsterdam (Washington), William Bourdon et Vincent Brengarth (Paris) ainsi que Christophe Marchand (Bruxelles) dans un communiqué publié mardi. Déposée à Paris, la plainte dont l’AFP a eu connaissance accuse Apple de recel de différents crimes, incluant des crimes de guerre, de blanchiment, de faux, d’usage de faux et de tromperie. Pour Me Bourdon, « c’est le devoir et l’honneur de la France d’être le premier pays à judiciariser les conditions dans lesquelles sont exploités les minerais du sang et l’enrichissement sans fin dont bénéficient cyniquement les plus grandes firmes». Selon le communiqué, la RDC souhaite, par cette « première » action judiciaire, « confronter les individus et les entreprises impliqués dans la chaîne d’extraction, d’approvisionnement et de commercialisation des ressources naturelles et des minerais pillés en RDC ». « Ces activités », dénoncent les avocats, « ont infligé de la destruction et des souffrances insondables au sein de la population civile dans des régions du pays ». Elles ont « alimenté un cycle de violence et de conflit en finançant des milices et des groupes terroristes », tout en contribuant au « travail forcé des enfants » et à la « dévastation de l’environnement ». Pour appuyer leur plainte, les avocats s’appuient sur des travaux des Nations unies, du Département d’État américain et d’ONG internationales telles que Global Witness. Ils ont également écrit à Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, pour initier un dialogue sur le rôle que l’Union européenne pourrait jouer dans la « responsabilisation » des acteurs impliqués. (RFI)

Mercredi 18 décembre.

Thérèse Kayikwamba demande aux missions diplomatiques « des actions concrètes » contre l’agression de la RDC. « Aujourd’hui, la RDC a besoin de ses partenaires, alliés et amis, pour démontrer leur engagement à travers des actions concrètes et non seulement par des paroles », a affirmé la ministre congolaise des Affaires étrangères. Elle veut des actions concrètes qui contraignent le Rwanda à arrêter son aventure déstabilisatrice au Congo. Au cours de cette rencontre, elle a fait part de ses regrets à la suite de l’échec de la tripartite RDC-Rwanda-Angola.

Tanganyika : lancement de la IIIe phase du projet de soins de santé primaire « Mradi wa Afya Ziwa Tanganyika », (Projet de santé du lac Tanganyika). Selon le responsable de ce projet communautaire, le représentant légal de l’église Morave Congo Est, il s’agit d’améliorer la santé primaire de la population dans les différentes zones de santé de la province du Tanganyika. Concrètement, il concerne 12 villages dont 5 villages de la zone de santé de Kansimba dans le territoire de Moba et 7 autres du territoire de Kalemie. Un autre objectif visé est la sensibilisation de la population, l’éducation de masse et le renforcement des capacités et des connaissances des familles sur des maladies d’origine hydrique, notamment des épidémies qui surgissent fréquemment le long du lac Tanganyika.

Kinshasa accueille un colloque francophone pour évaluer l’action des juges africains, du 18 au 20 décembre. A l’initiative de la Cour constitutionnelle de la RDC, ce forum de trois jours veut évaluer la contribution de la justice, son impact en tant que justice constitutionnelle, financière, communautaire, administrative, au développement, à la démocratie, à la consolidation de l’État de droit en Afrique. Ce colloque vise également amener les juges francophones à mutualiser leurs expériences sur les questions liées à l’État de droit et tant d’autres.

Lubumbashi : un prêtre jésuite attaqué par des bandits armés au quartier Golf. Des bandits armés se sont introduits au siège de la communauté jésuite Miguel Pro, puis se sont rendus dans la chambre du père Benjamin Farhi. Ils l’ont menacé, puis frappé avec une barre de mine à la tête et à la cheville, lui exigeant de l’argent. Ils ont ensuite fouillé sa chambre en quête d’argent avant d’emporter son ordinateur. Le père Benjamin Farhi a eu la vie sauve grâce à l’intervention de la police déployée sur les lieux quelques instants plus tard, mettant au même moment la main sur l’un des bandits. Grièvement blessé, ce prêtre a été conduit à l’hôpital Don Bosco.

Les rebelles du M23 s’emparent de la localité de Mbingi à Lubero, depuis ce mercredi après-midi. Les FARDC ont battu en retraite après un bref échange de tirs, abandonnant la localité aux mains des assaillants. Les militaires congolais se sont retrouvés presque encerclés ; les rebelles ayant déjà pris le contrôle des axes routiers stratégiques

de Kaseghe et d'Alimbongo, les principales voies d'accès vers Mbingi. **Des villages désertés au sud de Lubero face à l'avancée du M23.** L'avancée des rebelles du M23 dans le sud du territoire de Lubero sème l'effroi. Depuis la prise stratégique d'Alimbongo dimanche dernier, les affrontements violents avec les Fardc contraignent des milliers d'habitants à abandonner leurs villages, désormais désertés. Ces localités, autrefois paisibles, se transforment en villages fantômes, témoins silencieux de l'exode massif. Sur la RN2, proche des zones de combat, des localités comme Alimbongo, Kitsombiro, Katondi, Bingi et Lubango sont désertées. Ces villages ont été victimes de pillages systématiques perpétrés par des hommes armés. Des maisons ont été saccagées, leurs portes brisées, et des biens emportés. Les déplacés se regroupent dans des localités voisines, telles que Kagheri et Kasugho.

Violations des droits de l'homme en RDC: le BCNUDH note "une hausse significative de 47%". Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme dit avoir enregistré 344 violations et atteintes aux droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la RDC ayant fait 1334 victimes au cours du mois de novembre de cette année. Ces chiffres correspondent à une hausse significative de 47% par rapport au nombre des victimes enregistrées en octobre. Selon le BCNUDH, cette augmentation du nombre de victimes enregistrées s'explique, d'une part, par le grand nombre de personnes soumises à des travaux forcés par les miliciens de la Codeco pour la construction de leurs habitations dans le territoire de Mahagi, en Ituri et, d'autre part, par une hausse des victimes de détention illégale par dépassement de délais et d'arrestations arbitraires à Kinshasa. Dans les provinces non affectées par le conflit, le BCNUDH dit avoir documenté 58 violations des droits de l'homme, soit une diminution de 15% par rapport au mois précédent. Au total, 30 % des victimes sont attribuées aux Fardc. Les groupes armés sont impliqués dans 69% des cas. Le M23 a commis le plus grand nombre de cas, ayant fait 11 victimes, selon le rapport.

Le Katanga se met à la culture du cacao pour diversifier ses ressources. Cultiver le cacao et la vanille, c'est nouveau dans la région du Katanga, en RDC. Plus de 50 000 plantules de cacao seront à terme plantées sur un champ d'expérimentation de deux hectares. Le projet, initié par une société à capitaux congolais, est en partie motivé par le niveau élevé des cours de la fève brune. Il s'agit aussi de vulgariser ces cultures pérennes dans la région du Katanga, où malgré la richesse minière, les populations sont pauvres.

La RDC lance officiellement sa campagne pour un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2026-2027. Soutenue par l'Union Africaine (UA) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), la RDC ambitionne de briguer le poste de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies pour la période 2026-2027. Cette ambition coïncide avec sa récente élection comme membre du Conseil des droits de l'homme pour le mandat 2025-2027. Après l'annonce de la candidature par Félix Tshisekedi lors de la dernière assemblée générale de l'ONU et à six mois du vote proprement dit (Juin 2025), le gouvernement de la République a décidé de passer à la vitesse supérieure en lançant ce mercredi 18 décembre sa campagne en présence des diplomates accrédités en RDC, autorités politiques, civiles et militaires. Au cours de cette cérémonie où le logo et insignes de la campagne ont été dévoilés, la ministre d'État, ministre des Affaires Étrangères, Coopération Internationale et Francophonie Thérèse Kayikwamba Wagner est revenue sur l'héritage de la RDC au conseil de sécurité tout en précisant qu'elle n'est pas "novice" dans ce domaine. **(Actualité.CD)**

Jeudi 19 décembre.

Les casques bleus de la Monusco administrent des soins gratuits à 250 malades de Bunia, le 16 décembre, dans le cadre de la campagne médicale organisée par le contingent bangladais. Chaque malade a reçu un jeton pour la consultation. Les patients ont bénéficié ensuite de traitements pour guérir certaines pathologies, dont les céphalées, le paludisme, les vers intestinaux. Pour le suivi des malades, le contingent bangladais a remis du matériel pour la petite chirurgie et une dizaine de cartons de médicaments au poste de santé Elohim.

Ituri : la communauté ENTE appelle le Gouvernement à imposer la paix à Djugu. Le président de la communauté ENTE, regroupant la communauté Hema en Ituri, a appelé les autorités du pays à tout mettre en œuvre pour imposer la paix dans cette partie de la RDC, dont les fils et filles font face depuis de longues années, aux atrocités perpétrés la milice Codeco qui continue d'endeuiller les familles. « La force c'est le seul langage qui peut désormais être entendu par la milice Codeco. Cette action permettra aux déplacés et aux réfugiés de vider leurs sites et camps et de regagner leurs milieux de vie. Cette action relève d'ailleurs de devoir régalien d'un Etat de droit ».

Les députés nationaux appelés à passer au moins 1 mois des vacances parlementaires dans leurs circonscriptions, afin de s'imprégner de la situation réelle dans laquelle vivent les populations congolaises. Elle s'est félicitée de l'adoption par la plénière du rapport des vacances parlementaires de juin à septembre 2024 dernier. Les problèmes d'insécurité, d'accès à la santé et à l'éducation, d'infrastructures et autre qui ont été relevés dans ce

rapport devront être pris en compte par le Gouvernement dans l'élaboration des politiques publiques et du budget 2026.

Tanganyika : plus de 4000 déplacés à la suite des incursions des miliciens Bakata Katanga à Moba. Ces déplacés disent manquer des soins de santé, de la nourriture et des abris en cette période pluvieuse. Ils plaident pour une assistance humanitaire urgente du gouvernement provincial et de ses partenaires.

Kinshasa : réflexions sur la protection et l'intégration des migrants en RDC. C'était au cours d'une session d'échanges organisée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Kinshasa, en marge de la Journée internationale des migrants. Parmi les participants, Trécy, une étudiante congolaise ayant vécu en Tunisie, a partagé son expérience après son rapatriement à Kinshasa après plusieurs tentatives de rejoindre l'Europe. Elle exprime sa gratitude envers le programme d'intégration de l'OIM : « A mon arrivée, j'étais à l'OIM. Ils m'ont demandé ce que j'avais comme projet, ce que je voulais faire, je leur ai dit tout. Ils ont fait le bilan de ce que j'avais comme projet, et ils ont fixé un montant pour m'aider avec mon projet ». La cheffe de mission de l'OIM en RDC, rappelle que le respect des droits des migrants doit être une priorité absolue. « Ils ont le droit de se déplacer, de trouver la sécurité, d'avoir des possibilités mais aussi d'avoir la possibilité de retourner s'ils veulent ». L'OIM, présente dans 171 pays, œuvre pour une migration humaine et ordonnée, soutenant 175 États membres dans la gestion des migrations.

Kindu : ouverture du colloque sur la problématique de la paix dans l'Est de la RDC. Pour le directeur de la Fédération pour la paix universelle (FPU) : « La RDC traverse des moments très volatiles dans sa partie Est qui nécessite qu'il y ait des sapeurs-pompiers c'est-à-dire des personnes qui doivent lutter pour ramener la paix. Nous avons compris que notre pays a une difficulté, c'est la conscientisation de la population à une auto prise en charge. C'est pour cela que nous sommes venus tenir un colloque de trois jours sur la paix ayant pour thème 'la paix commence avec moi', un éveil de conscience patriotique pour tous les congolais ».

Djugu : 17 morts dans des affrontements entre Codeco et les Fardc à Drodro. Après les échanges de tirs mardi, ces miliciens ont tenté mercredi d'envahir le centre commercial de Largu et la localité de Drodro. Ils ont été repoussés par les Fardc et se sont retirés sur une colline proche de Largu. Neuf miliciens ont été également abattus pendant les affrontements. Du côté des Fardc, il y a un mort et trois blessés. Les activités économiques, scolaires et humanitaires sont paralysées dans plusieurs localités et le trafic reste très timide sur les routes de desserte agricole.

Des agents de la Gécamines dénoncent l'exploitation d'un gisement prometteur par une coopérative. C'est la colère au sein du syndicat des agents de la Gécamines, dans la ville de Likasi : depuis trois jours, les travailleurs de cette entreprise publique d'exploitation du cuivre et du cobalt sont en grève pour protester contre l'occupation jugée illégale d'un nouveau gisement riche en cuivre par une coopérative minière. Le syndicat accuse donc une coopérative nommée Salama, venue de Kinshasa, de prendre en otage le gisement appelé Djambelwa. Ce site de quatre carrés miniers situé non-loin de la mine avec de l'uranium de Shinkolobwe, contiendrait une réserve importante de cuivre. Le président de la délégation syndicale à Likasi, souligne : « Étant donné que la plupart de nos gisements ont été cédés en location, le gisement de Djambelwa devient très important pour le groupe centre de la Gécamines. Car il doit servir pour la relance de la production à Likasi. Pendant que des travaux d'exploration se font à Djambelwa, une coopérative dénommée "Salama" s'installe de force, avec un appui militaire, paralysant toutes les activités de la Gécamines sur le site. » Les responsables locaux de la Gécamines indiquent quant à eux n'avoir aucun contrat avec les nouveaux occupants. Toutefois, le week-end précédent, lors du forum national sur les entreprises publiques, le directeur général de la Gécamines a déclaré que la société est engagée dans 62 partenariats qui ont généré, en 2023, plus de 244 millions de dollars US. (RFI)

RDC : la mortalité infantile réduite de 97 à 80 cas pour 1000, entre 2015 et 2020. Ces chiffres sont contenus dans le rapport sur les ODD et les enfants en RDC. Malgré ces efforts sur le plan de la santé infantile, les changements climatiques de l'ODD 13 ont eu un impact négatif sur la vie des enfants. La Représentante adjointe de l'Unicef a précisé que plus de 16 millions d'enfants vivent dans des provinces particulièrement exposées aux chocs des changements climatiques et subissent des conditions climatiques extrêmes et volatiles telles que les inondations et les sécheresses avec les conséquences désastreuses. Ce rapport, malgré des progrès glanés, montre la précarité dans laquelle évoluent les enfants, ce qui naturellement, peut compromettre leur avenir.

Vendredi 20 décembre.

Kindu : 36 enfants détenus dans des conditions « infrahumaines ». Parmi eux, cinq enfants âgés de seulement 13 ans, alors que la loi interdit la détention d'enfants de cet âge. L'ONG Haki za Binadam, spécialisée dans la défense des droits humains, décrit une situation : « Nous avons trouvé que ces enfants dorment sur des pavés ou sur

des nattes déchetées. Ils sont mélangés avec quelques adultes. Il y a cinq enfants malades, atteints de tuberculose, et leur prise en charge n'est pas conséquente. Ils mangent un seul repas par jour, de la pâte de manioc et des feuilles de manioc. » Face à cette situation, l'ONG Haki za Binadam appelle les juges à privilégier des mesures non privatives de liberté, conformément à l'intérêt supérieur des enfants.

Le FONAREV lance des cliniques mobiles pour soigner des déplacés. Plus de 100 000 déplacés internes vivant dans les camps de déplacés de Kisangani, Goma et Bunia vont bénéficier de soins médicaux gratuits jusqu'à la fin du mois janvier 2025. C'est grâce aux cliniques mobiles du Fonds national des réparations des victimes des violences sexuelles liés aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (FONAREV). Ce projet s'inscrit dans le cadre des mesures urgentes de réparation mises en place par le FONAREV pour offrir aux victimes des réparations complètes, couvrant à la fois leur santé physique et psychologique.

Les médias et le secrétariat général aux Actions humanitaires échangent sur la situation des personnes déplacées. Cette activité a été organisée, avec l'appui du Haut-commissariat pour les réfugiés, en marge de 15 ans de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance des personnes déplacées. Tous les participants à cette matinée d'échange ont convenu de mutualiser leurs efforts pour apporter des réponses appropriées en faveur des personnes déplacées internes, estimées à 6,3 millions en RDC. Dans son intervention, le secrétaire général aux Actions humanitaires, a dit être conscient des difficultés que vivent les personnes déplacées à travers le pays et a par ailleurs souhaité que toute intervention en faveur des personnes déplacées soit coordonnée pour éviter tout désordre.

Plusieurs projets d'entrepreneuriat contribuent à l'assainissement de Goma. La ville de Goma dénommée « ville touristique » fait figure de modèle en RDC en ce qui concerne l'assainissement. L'une des associations pionnières dans l'assainissement à Goma, Femmes unies pour le développement endogène et intégral, salue les avancées déjà enregistrées et note entre autres défis, la gestion des immondices dans les lieux publics notamment les marchés. Elle cite quelques défis qui ont été relevés dans ce domaine : la gestion des puits perdus pour recueillir les eaux susceptibles de stagner et met l'accent sur l'éducation de la population sur plusieurs notions notamment la chaîne de valeur de gestion des immondices familiaux qui seront ensuite transformés en engrais pour les jardins. Au-delà de cet élan communautaire, il faut noter que la ville de Goma compte plusieurs entreprises privées de ramassage des immondices qui sillonnent les quartiers mais aussi de transformation de déchets. C'est entre autres la transformation des déchets plastiques en pavés de construction ainsi que de tuyaux PVC. D'autres font la transformation des déchets divers soit en emballages biodégradables, soit en fils de tissages de paniers mais aussi d'objets d'arts.

Ituri : au moins 55 000 personnes affectées par les dégâts de l'inondation du lac Albert, entre août et novembre 2024. Des centaines des maisons d'habitations, des écoles et des milliers d'hectares de champs ont été détruits par les eaux du lac Albert. Ce qui accentue davantage la vulnérabilité de plusieurs communautés locales. Les chefferies de Wagongo dans le territoire de Mahagi, de Bahema Banywagi dans le territoire de Djugu et de Walendu Bindi dans le territoire d'Irumu sont les plus touchées par cette catastrophe naturelle. Des milliers de personnes dont les maisons ont été détruites vivent dans des conditions déplorables, parfois sans abris. Cette situation est également à la base de la non-scolarisation de centaines d'enfants à la suite de l'invasion de leurs écoles par les eaux du lac.

RDC: Sans surprise, le Conseil de sécurité renouvelle le mandat de la Monusco à l'unanimité. Ce nouveau mandat est particulier car prolonge le séjour de la mission Onusienne en RDC alors qu'elle avait déjà enclenché un désengagement sur le terrain, notamment au Sud-Kivu après une vingtaine d'années de présence. Mais la situation sécuritaire n'est pas encore rassurante, particulièrement dans l'est où la rébellion du M23 occupe de vastes zones dans les territoires de Rutshuru, Nyiragongo, Masisi, Lubero et Walikale. Le M23 soutenu par le Rwanda et ses activités ont aggravé la crise humanitaire jetant plus de 2 millions de personnes dans la rue. Pour une Monusco efficace, Kinshasa souhaitait que le nouveau mandat de la Monusco prenne en compte les dimensions régionales pour faire face à la guerre. (Actualité.CD)

Samedi 21 décembre.

Kasumbalesa : la SNEL dénonce les constructions anarchiques sur l'emprise de la ligne 81. Cette ligne stratégique est destinée à faciliter les échanges énergétiques entre les pays d'Afrique australe. En visite officielle le 20 décembre, le directeur provincial Sud de la Société nationale de l'électricité, a tiré la sonnette d'alarme sur cette « grave spoliation ». « Ce que nous voyons ici est inadmissible. Des pylônes de la ligne 81 sont vandalisés, certains renversés, et des constructions illégales ont poussé à quelques mètres à peine des lignes à haute tension. C'est une atteinte grave au patrimoine de l'État. Ces constructions n'ont été autorisées par aucun service compétent. Nous ne

savons pas par quelle autorité ces permis ont été délivrés, mais une chose est claire : la loi sera appliquée », a-t-il promis. Il a appelé les occupants illégaux à évacuer les lieux avant l'intervention des autorités : « Toutes les personnes impliquées dans cette occupation anarchique doivent quitter immédiatement les lieux. Les constructions qui empiètent sur l'emprise seront démolies pour rétablir l'ordre ».

L'Université de Goma se lance dans la valorisation des déchets. Le professeur Anselme Kitakya, doyen de la faculté d'économie et coordonnateur de l'incubateur des projets à l'Unigom, révèle que 15 projets ont été sélectionnés pour leur potentiel à considérer les déchets comme des matières premières. Parmi ces initiatives, certaines se démarquent par leur originalité et leur impact potentiel. L'un des projets consiste à produire un carburant à base de déchets plastiques, tandis qu'un autre se concentre sur la valorisation des pulpes de cerises de café, des déchets particulièrement fréquents dans la ville et ses environs. Cependant, malgré les avancées réalisées, le manque de financement reste un obstacle pour le développement de ces projets, note le professeur Kitakya. Pour garantir le succès de ces projets, il recommande de renforcer l'interaction entre les différents acteurs impliqués dans la valorisation des déchets, notamment la société civile, les entrepreneurs et les institutions de recherche.

Sud-Kivu : 17 ressortissants chinois arrêtés pour exploitation illégale de minerais, sur le site de Karhembo, dans le groupement de Rubimbi, territoire de Walungu. Le ministre provincial des Mines souligne leur impact négatif sur le développement de la province. Selon lui, ces activités illégales privent la province de ressources essentielles pour financer des infrastructures et répondre aux besoins de la population. Il dénonce également la complicité de certains Congolais dans ces activités illicites, affirmant que cela contribue à la destruction du pays.

Tshopo : la prise en charge gratuite des femmes enceintes et des nouveau-nés débute en janvier 2025, sur toute l'étendue de la province de la Tshopo. Selon le Dr Mangala, directeur général du Fonds de solidarité de la santé, cette initiative vise à améliorer les indicateurs liés à la santé de la mère et de l'enfant, notamment la mortalité maternelle, la mortalité néonatale, la mortalité juvénile et l'utilisation des services de santé par la population. Ces efforts s'inscrivent dans la volonté de la RDC d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Le Dr Mangala précise que les préparatifs sont en cours pour garantir le démarrage effectif de ce programme. Les conventions de collaboration sont en cours de finalisation, et les contrats avec les prestataires de santé sélectionnés seront bientôt signés explique-t-il. Ce programme soulage les familles du coût des soins de santé, notamment durant la grossesse et les premiers mois des nouveaux nés.

Lubero : des milliers d'habitants devenus vulnérables à la suite de la présence du M23. Pour le président de la société civile du territoire de Lubero (Nord-Kivu) il est plus qu'urgent que le gouvernement congolais se penche sur cette question, d'autant que toutes les populations aujourd'hui déplacées sont dépourvues de tout. La plupart de la population déplacée de Lubero est sérieusement confrontée aux difficultés d'avoir accès aux non vivre ainsi qu'aux vivres dans la zone d'accueil. Ils éprouvent des difficultés de bénéficier des soins de santé puisque toutes les structures de la zone de santé de Kayna, d'Alimbongo et même Lubero sont vandalisées par ces rebelles.

RDC-M23: une tentative d'avancée des rebelles déjouée à Kanyambi, sur l'axe Mambasa-Butembo. C'est depuis la nuit que les rebelles, aujourd'hui basés à Mambasa ont tenté de déborder la position des forces congolaises à Kanyambi. Sur place, ils ont rencontré une résistance. Des habitants rapportent des tirs nourris entendus jusqu'à 12 h de ce samedi. "Pour l'instant, il y a une accalmie, bien que précaire ». Ces affrontements interviennent le lendemain de la prise de commandement par le nouveau chef des opérations Sokola 1 Grand-Nord. Il s'agit du général-major Bruno Mandefu, également commandant des opérations Shujja en cours à Lubero et Beni contre les rebelles islamistes des Forces démocratiques alliées (ADF). Il succède au général Chicks Tshitambwe, rappelé à la première zone de défense. Le nouveau commandant des opérations contre le M23 a la lourde tâche de restaurer l'image de l'armée ternie par des défaites en cascades, en libérant des zones jusque-là conquises par les rebelles.

Dimanche 22 décembre.

Criminalité à Goma : une trentaine de présumés bandits présentés à la presse. A cette occasion, l'autorité urbaine a fait savoir que la tendance de la commission d'actes criminels est à la baisse dans la ville de Goma, grâce aux actions coordonnées des forces de défense et de sécurité avec la participation de la population. Il a affirmé que lorsqu'on retire une arme de la circulation illégale, on sauve des milliers de personnes. Cet officier de la police nationale a en outre salué la collaboration de la population avec les forces de l'ordre, ce qui a entraîné la baisse de la grande criminalité dans la ville. Il y a deux semaines, l'ONG Martin King avait invité les autorités de Goma à prévenir les actes de génocide dans cette ville.

Effondrement du pont Embo faute de respect du tonnage à Mambasa. Le pont Embo situé sur le tronçon compris entre Niania et Isiro, sur la RN25 dans le territoire de Mambasa (Ituri) s'est effondré le 20 décembre.

L'administrateur du territoire de Mambasa, affirme que cette situation est causée par le non-respect du tonnage recommandé pour le passage sur cet ouvrage. « C'est un pont important. Les produits qui viennent de Kisangani pour aller à Isiro passent par là. Et les produits qui viennent du Nord-Kivu et en partant pour Durba et Aru passent toujours par-là. Cela va causer une pénurie de certains produits a déploré l'autorité territoriale qui promet une enquête minutieuse et des sanctions à l'encontre des responsables de cet incident. Déjà des centaines de véhicules sont bloqués à cet endroit.

Félix Tshisekedi et Denis Sassou N'gesso passent en revue la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, le 21 décembre. Abordant la question relative au processus de Luanda, Denis Sassou N'gesso a salué les efforts de médiation et de bons offices de son homologue angolais João Lourenço, afin de trouver une solution diplomatique et une issue favorable à la crise sécuritaire tendue dans l'Est du pays. Au cours de cette rencontre, les deux chefs d'Etat ont également passé en revue la question relative au projet « pont-route-rail sur le fleuve Congo ». Le président Denis Sassou-N'gesso a évoqué la question relative à la prise en compte des richesses naturelles dans le calcul des Produits intérieurs bruts (PIB) des pays africains. « Ceci donnera plus de capacités aux États pour emprunter et amener les autres institutions financières à fortement contribuer au développement des États africains ».

Lubero : les Fardc récupèrent Ndoluma et progressent vers Alimbongo. Des sources concordantes rapportent que les militaires congolais progressent depuis ce 22 décembre dans la matinée vers la localité stratégique d'Alimbongo, tombée entre les mains des rebelles du M23 il y a une semaine. Des hélicoptères de combat et l'artillerie des Fardc ont pilonné les positions des rebelles autour d'Alimbongo et que la situation reste tendue dans la zone.

Des obus tombent sur la ville de Goma, de samedi à ce dimanche 22 décembre. Le président de la société civile de la commune de Karisimbi, Christian Kalamo, affirme que la situation est préoccupante. Il appelle à plus de vigilance. Il demande à la population locale de dénoncer tout mouvement suspect dans les quartiers. Les habitants de Goma demeurent perplexes, après la chute et l'explosion de ces obus.

Maniema : 7200 déplacés sans-abris dans le territoire de Kambare. « Les accrochages de deux groupes d'autodéfense et les affrontements qui s'en sont suivis ont poussé les populations Buyu et Bembe majoritaires dans la zone de vider leurs villages à la recherche d'un abri. Toutes ces personnes sont hébergées dans des écoles, dans des villages de Penemende, de Lumbwe, de Kabeya et Namukala. Près de 850 se trouvent dans des conditions précaires, manquent cruellement d'assistance humanitaire ». Cette crise humanitaire, s'ajoute à un nombre élevé des déplacés internes, estimés à 5200 personnes.

Bukavu : le CICR réhabilite deux bâtiments de l'hôpital général de référence pour augmenter la capacité d'accueil des blessés de guerre. "Ces travaux sont venus répondre à un besoin, un besoin pour augmenter la capacité d'accueil des blessés par arme suite aux différents conflits qui sévissent dans la province du Nord-Kivu mais aussi dans d'autres territoires de la province du Sud-Kivu", a dit le responsable département eau et habitat CICR Sud-Kivu. Cette amélioration permet aussi le désengorgement de l'hôpital de Ndosho (Goma) qui transfère les blessés de guerre à Bukavu. Depuis le mois de décembre 2023, l'hôpital général de référence de Bukavu reçoit entre 55 et 90 blessés de guerre par mois. Certains viennent du Nord-Kivu et d'autres sont des victimes de l'insécurité urbaine à Bukavu.

Six miliciens Codeco tués aux combats face aux Fardc à Djugu. Ces assaillants ont tenté en vain d'attaquer la population déplacée du site de Lala dans la nuit de vendredi dernier. Grâce à l'intervention de l'armée, des centaines des civils ont eu la vie sauve précise.

Lundi 23 décembre.

Les autorités du Kwilu sensibilisées à la prévention et la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. Cette sensibilisation a été menée lors d'une session de plaidoyer et de sensibilisation organisée le 20 novembre, par l'ONG Communauté des amis de la nature et de la culture, (CANACU), avec l'appui financier du Fonds des Nations unies pour la population. Le coordonnateur de cette structure humanitaire a fait savoir que des cas d'exploitation et d'abus sexuels existent au Kwilu, mais restent confidentiels. Il en appelle à l'implication de ces autorités pour y mettre fin. Au-delà de ce plaidoyer auprès des autorités locales, le CANACU compte mettre en œuvre un mécanisme de gestion des plaintes sur ces abus. Cette organisation projette également de sensibiliser la communauté pour que les gens soient informés sur l'exploitation, l'abus et le harcèlement sexuels.

Félix Tshisekedi échange avec Evariste Ndayishimiye sur la situation sécuritaire de l'Est de la RDC. D'après la cellule de communication de la présidence de la République, la visite de Félix Tshisekedi à Bujumbura fait partie des efforts diplomatiques qu'il déploie pour promouvoir le développement et la stabilité dans la région des Grands Lacs. Les Présidents Tshisekedi et Ndayishimiye ont d'excellentes relations fraternelles et leurs deux pays sont liés par des liens historiques de coopération.

Six morts, 4 jeunes pris en otage et une dizaine de maisons incendiées dans une attaque Codeco à Djugu. Des sources sécuritaires rapportent que les assaillants recherchaient des membres du groupe armé Zaïre, une milice rivale active dans la région dont certains éléments se cachaient dans cet endroit. C'est en début d'après-midi dimanche qu'un groupe d'une vingtaine d'éléments armés de URPDC/ Codeco ont attaqué le village Kunjagumi, précisément dans un pâturage collectif qui compte une centaine de vaches. Avant de se retirer dans la forêt, ces miliciens ont emporté une trentaine de vaches.

Les Fardc et le M23 s'affrontent autour de Mambasa. Les Fardc veulent reprendre le contrôle de la localité stratégique d'Alimbongo, perdue il y a une semaine, tandis que les M23 cherchent à progresser vers Mambasa et Ndoluma. Ce matin, les Fardc et les rebelles du M23 se sont affrontés autour de la localité de Mambasa, située à 60 km de Lubero-Centre et contrôlée par l'armée. Les rebelles tentaient d'y déloger les Fardc, qui ont riposté.

Le Japon va débloquent 15 millions USD pour la réhabilitation du pont Maréchal à Matadi. Les fortes pluies qui se sont abattues, à partir du 10 décembre, ont provoqué l'effondrement d'un mur de soutènement d'un des pylônes du pont. L'ouvrage traverse le fleuve Congo et relie Matadi au territoire de Seke-Banza sur la route de Boma. Il joue un rôle crucial dans le transport des marchandises, vers les ports de Matadi et Boma. En plus de son importance économique, le pont Maréchal est également un site d'attraction touristique. Cet ouvrage attire régulièrement des visiteurs, en raison de son architecture impressionnante et de son histoire. Cet ouvrage, connu sous le nom de pont Président Mobutu, avait été construit dans les années 1980 grâce à la coopération financière du Japon. Il a longtemps été le pont suspendu le plus long d'Afrique jusqu'en 2018.

Procès forages : 20 ans des travaux forcés requis contre Mike Kasenga et 5 ans contre François Rubota. Selon le ministère public, sur plus de 71 millions USD reçus par Mike Kasenga, l'opérateur économique du trésor public, seuls 24 853.669 USD ont été affectés aux travaux. Plus de 46 millions ont été détournés. Il requiert qu'il soit privé de son droit de vote et d'exercer toute fonction publique et paraétatique pensant dix ans après avoir purgé sa peine. La Cour devrait également interdire sa libération conditionnelle ou sa réhabilitation. En ce qui concerne François Rubota, l'ancien ministre de Développement rural, poursuivi pour complicité avec l'opérateur économique, le procureur général l'accuse d'avoir facilité la commission du détournement. Il devrait aussi être frappé d'inéligibilité pour cinq ans à la fin de sa peine et ne devrait pas non plus bénéficier d'une quelconque libération conditionnelle ou réhabilitation. Représentant du consortium CVR Construct Sarl, Mike Kasenga avait conclu avec la RDC, le 21 avril 2021, à travers le ministère du Développement rural, le contrat relatif aux ouvrages d'eau, stations mobiles de leur traitement d'une capacité de 2,5 m cubes et 10 m cubes par heure. Rubota lui aurait sollicité en faveur de l'opérateur auprès du ministère des Finances le paiement des frais présumés détournés pour des ouvrages qui devaient être préfinancés, conformément aux dispositions du contrat. Leur procès avait alors débuté le 11 novembre dernier. Le verdict de la Cour est attendu le 22 janvier 2025.

Au moins 40 morts dans un naufrage dans la province de l'Équateur. Un nouveau drame s'est déroulé dans le nord-ouest de la République démocratique du Congo, jeudi 19 décembre 2024. Un naufrage a eu lieu au port de Lolo, dans le territoire de l'Ingende, lorsqu'une baleinière surchargée a quitté le port en direction de Mbandaka ; le bilan encore provisoire est de 40 morts et d'une centaine de disparus.

La Cenco constate les limites de la diplomatie en RDC et dans la sous-région, propose un pacte social pour la paix et met en place un secrétariat technique à cet effet. À l'occasion des célébrations de Noël, la Conférence Épiscopale Nationale du Congo a lancé un appel pour l'établissement d'un "pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble" en RDC et dans la région des Grands Lacs. Cet appel, adressé à la société congolaise et à la communauté internationale, insiste sur l'urgence d'une mobilisation collective dans un contexte marqué par une crise humanitaire et sécuritaire persistante. La RDC fait face à une situation dramatique, avec plus de 27 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë et 5,7 millions de déplacés internes. Les conflits armés continuent de sévir, particulièrement dans l'Est, où opèrent plus de 252 groupes armés locaux et 14 groupes rebelles étrangers. Les violences intercommunautaires dans d'autres régions, notamment à l'Ouest et dans la province de la Tshopo, aggravent encore la situation. Dans ce contexte, les archevêques et évêques de la Cenco affirment que "la guerre et la diplomatie ont montré leurs limites". Ils appellent à une nouvelle approche basée sur la paix et le bien-vivre ensemble, et lancent un appel pour dépasser "les blessures du passé et les rancœurs du présent". La Cenco insiste sur la nécessité d'un engagement collectif et durable, impliquant tous les acteurs nationaux et internationaux. Pour

concrétiser cet appel, elle propose la mise en place d'un secrétariat technique en collaboration avec l'Église du Christ au Congo (ECC). Ce secrétariat aura pour mission d'identifier les structures et personnalités nationales et internationales susceptibles de contribuer à cette initiative, et de définir des activités en faveur de la paix. En s'appuyant sur le message du Pape François pour la 58e Journée mondiale de la paix, la Cenco exhorte à une démarche de réconciliation fondée sur la miséricorde et la fraternité humaine. "Le chantier est immense et les défis nombreux", admettent les évêques, tout en réaffirmant leur foi en la possibilité d'une paix durable pour la RDC et les pays voisins. Cet appel intervient alors que le pays reste confronté à une instabilité chronique. (**Actualité.CD**)

Mardi 24 décembre.

Les femmes détenues de Kangbaya sensibilisées sur leurs droits et devoirs de prisonnières. Les femmes membres du Programme leadership féminin « Nyota », sont allées, lundi 23 décembre, rendre une visite de réconfort aux femmes détenues à la prison de Kangbaya à Beni (Nord-Kivu), à l'occasion des fêtes de fin d'année. « Ce n'était pas seulement venir partager avec elles mais aussi leur redonner un message d'espoir en leur montrant que la prison n'est pas la fin du monde. D'un moment à l'autre, elles peuvent sortir, et en sortant, nous leur avons donné un message d'aller transformer le monde afin qu'après leur sortie, que le monde, leur entourage puisse sentir vraiment une transformation dans la prison et après la prison ». Les femmes policières ayant accompagné ces femmes du programme Nyota ont également saisi l'occasion pour sensibiliser les femmes détenues à une prise de conscience et à agir comme actrices de l'éducation de base au sein de la communauté.

Lubero : les Fardc et le M23 s'affrontent pour le contrôle de Mambasa. Ce mardi dans la matinée, les rebelles ont de nouveau attaqué une position défensive de l'armée dans cette localité, tentant, sans succès, de briser les lignes des Fardc pour occuper Mambasa et progresser vers Ndoloma. Les Fardc y ont établi leurs positions défensives avancées, tandis que le M23, situé à distance de Mambasa, a érigé une forteresse pour bloquer toute progression des Fardc vers Alimbongo.

Université officielle de Mbuji-Mayi: 40 étudiants renvoyés pour fraude et corruption. Des sources proches de l'UOM indiquent que le cursus universitaire de ces étudiants est entaché de quelques déclarations mensongères mais aussi de corruption. Parmi ces étudiants, un se trouve en dernière année de médecine humaine alors qu'il n'a jamais réussi dans les promotions antérieures. Le rapport de la commission révèle également que ces faux étudiants ont bénéficié pour leur inscription ou réinscription, de services d'un réseau mafieux impliquant certains agents de l'université. Ces derniers ont aussi été sanctionnés. Outre ces quarante faux étudiants, 153 autres n'ont pas été délégués après leur session d'examens. Ils sont soupçonnés d'inscription ou de réinscription frauduleuse. L'UOM leur accorde un délai de cinq jours pour prouver la régularité de leur scolarité.

RDC: la résolution sur le mandat de la Monusco ne condamne pas explicitement le Rwanda. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 20 décembre 2024 une nouvelle résolution sur le mandat de la Monusco, la mission des Nations Unies en RDC. Si Kinshasa espérait une condamnation explicite du Rwanda pour son rôle présumé dans la crise de l'Est de la RDC, le texte adopté reste prudent, parlant de « forces extérieures d'un état voisin » sans mentionner directement Kigali, une formulation jugée trop vague par Kinshasa, qui attendait une condamnation explicite du Rwanda. Cette frustration est également partagée par Washington. Les États-Unis ont exprimé leur « très grande déception » face à l'absence de mention directe du Rwanda, malgré les éléments contenus dans le rapport du Groupe d'experts des Nations Unies. La représentante américaine a dénoncé « l'usage d'euphémismes », estimant que cela affaiblit non seulement l'action de la Monusco, mais également les efforts humanitaires dans la région. Toutefois, quelques points marquent des avancées pour la diplomatie congolaise. Le M23, qui se dit non concerné par le cessez-le-feu signé entre Kinshasa et Kigali à Luanda, est tenu, dans la résolution, de respecter cet accord. (**RFI**)

Le ministère de l'Economie rappelle aux opérateurs économiques d'afficher clairement les prix des produits et de fournir systématiquement des factures normalisées aux acheteurs. En vue de s'assurer que la baisse des prix des produits de première nécessité profite au dernier consommateur, le vice-Premier ministre, ministre de l'Economie nationale, a réuni les membres de l'Association des distributeurs et exploitants des chambres froides. Ces derniers avaient exprimé leur volonté de répercuter la baisse des prix à leur niveau, en contrepartie d'une transparence totale de la part des importateurs et des grossistes. Dans cette optique, les distributeurs et exploitants des chambres froides avaient demandé l'affichage des prix et la délivrance de factures d'achat conformément à la loi.

Félix Tshisekedi promulgue la loi des finances 2025, chiffrée à 51.553,54 milliards de francs congolais (au moins 17 milliards USD). Ce budget, qui entrera en exécution à partir du 1er janvier 2025, connaît une augmentation de 25,8 % par rapport à celui de 2024. Il témoigne de la volonté du Gouvernement d'intensifier la mobilisation des

ressources internes et d'optimiser les performances des régies financières. Sa promulgation intervient une semaine après son adoption par les deux chambres du Parlement : Assemblée nationale et le Sénat.

Mercredi 25 décembre.

Noël à Kinshasa : pas de décorations sur les grandes places de la ville comme d'habitude. La capitale congolaise présente même le visage d'une ville dévastée à la suite de l'orage de ces deux derniers jours. Elle enregistre beaucoup de flaques d'eau sur les routes avec des ruelles casseuses ainsi que des caniveaux encore inondés et par ci par là des déchets plastiques et des immondices éparpillées. Mais dans quelques établissements privés de Kinshasa comme les hôtels de luxe : les banques et les supermarchés, il y a les références à Noël comme les sapins, les guirlandes, les luminaires et autres décorations montées de cette festivité. **Noël à Goma: après la tombée des obus, la population appelée à éviter les lieux publics.** « En cette période de fin d'année, nous demandons aux gens de ne pas trop fréquenter les lieux publics, parce que nous sommes dans un état critique particulier de guerre. La nuit du 21 au 22 décembre 2024, certaines bombes ont été larguées dans les coins stratégiques de la ville de Goma. Il s'agit de la maison de Monsieur Fataki, juste à côté du gouvernorat, une autre bombe à côté de la plage du peuple, une autre bombe au niveau du quartier Mugunga au Nord-Ouest de la ville de Goma ». Le président de la société civile de Goma a en outre invité les autorités à veiller à l'interdiction de la circulation incontrôlée, sur la ville, de personnes portant des armes. **Beni : le maire de la ville appelle au calme et à la vigilance en cette période de fêtes.** Il a lancé cette invitation lors d'une rencontre avec les bourgmestres de 4 communes, les commandants de toutes les unités de la police en ville et celui de la police de la Monusco. Il a en outre demandé aux parents de bien surveiller leurs enfants et de leurs prodiguer des conseils de ne pas ramasser des histoires par-ci, par-là. Les enfants doivent informer leurs parents qui à leur tour vont informer la police de tout cas suspect.

Opération Ndobu : plus de 1800 présumés Kuluna interpellés en 4 jours à Kinshasa. La police nationale congolaise a également indiqué que le dernier rapt remonte au week-end dernier, où environ 400 Kulunas sont tombés dans le filet. Parmi ces malfrats, 139 sont de repris de justice déjà condamnés dont 60 par le Tribunal militaire de garnison de la Gombe à des peines allant de 5 ans minimum à la peine de mort pour chacun d'entre eux. C'est ce qui justifie une diminution sensible du phénomène Kuluna sur terrain à la satisfaction de la population sur l'opération Ndobu. Quant à ce qui concerne les embouteillages, la police ville de Kinshasa fait savoir que plus de 450 véhicules en mauvais état ont été saisis à cause de leur mauvais état. Pour le commissaire divisionnaire adjoint, les Kinois et Kinois fêteront dans la paix et la tranquillité publique contrairement aux années précédentes.

Le message de Noël politique de l'archevêque de Kinshasa. Le cardinal Ambongo a longuement évoqué la situation du pays à l'occasion du réveillon de Noël à la cathédrale Notre Dame du Congo, dans la capitale. Infrastructures inexistantes, flambée des prix sur le marché, insécurité généralisée à travers le pays... pour lui, le pays ressemble beaucoup à un « enfer sur terre ». À Kinshasa, explique-t-il, la population est abandonnée et « ne sait plus à quel saint se vouer ». Dans les provinces, la misère est indescriptible, assure Fridolin Ambongo. En célébrant Noël, l'archevêque appelle les autorités à se « remettre en question ». « Nous en appelons aux uns et aux autres, notamment à tous ceux qui ont une parcelle de responsabilité, de se mettre debout pour qu'enfin cette misère puisse s'arrêter. Quand on est dirigeant, on est d'abord là pour le bonheur du peuple et quand le peuple est dans cet état désastreux, ça devrait être une interpellation pour les autorités. Qu'avons-nous fait pour que le peuple en arrive là ? », déplore le cardinal. Concernant la situation sécuritaire et la conquête des localités dans l'est du pays par les rebelles du M23 appuyés par le Rwanda, des groupes armés qui sévissent encore dans les provinces orientales et des milices aux portes de Kinshasa, le cardinal a pointé les stratégies de la guerre et de la diplomatie qui ont, selon lui, « démontré leurs limites, elles ont échoué ». « J'assiste à des discours qui ne vont pas dans le sens de la création de la paix. Nous devons travailler pour la paix », demande le cardinal. Dans son homélie, le cardinal n'est pas revenu sur le débat autour d'une potentielle réforme de la Constitution, souhaitée par le président et vivement contestée par l'Église. (RFI)

Kananga : Mgr Félicien Tambwe rappelle au Chef de l'Etat la nécessité de construire les routes, de doter le courant et d'endiguer les ravins au Grand-Kasaï. « Je faillirai à ma mission et le peuple pourrait m'en vouloir si je ne vous exprime pas ses besoins les plus importants et les plus urgents. Ce peuple espère en effet que je sois son porte-parole auprès de vous. Franchement et loin de toute politique simplement son bien tel qu'il en ressent les besoins. Les besoins de ce peuple sont nombreux mais il y en a trois qui nécessitent votre intention particulière pour une intervention urgente. Je cite : les routes, l'électricité et les ravins », a fait-il fait savoir. Mgr Félicien Tambwe a également recommandé à Félix Tshisekedi de de construire des routes interprovinciales et celles de desserte agricole pour faciliter la circulation des personnes et leurs biens. Le manque du courant et de routes accentue la pauvreté dans cette région du centre du pays, où la majorité des jeunes préfèrent émigrer ailleurs pour mieux vivre.

Sud-Kivu : un incendie ravage 37 maisons à Nyabibwe, dans le territoire de Kalehe. « Seize maisons d'habitation ont été calcinées avec tous les biens et 21 maisons commerciales avec toutes les marchandises. Six maisons et des bornes fontaines détruites lors de différentes interventions ».

L'ECC s'engage à lutter contre les maux dévastateurs qui gangrèment la société congolaise. L'Eglise du Christ au Congo (ECC) engage les Congolais à unir les efforts pour le bonheur de tous, mais aussi à lutter contre les maux dévastateurs qui ont gangrené la société congolaise ces dernières années, notamment le tribalisme, le népotisme, l'égoïsme, le mensonge, le non-respect des textes, le banditisme urbain, les conflits et le pillage systématique des ressources. « De la même manière que les magies ont averti sur le signe du temps messianique, c'est de la même manière que j'annonce en vertu de ma mission prophétique et pastorale que la RDC entre dans son tournant décisif du rétablissement de l'ordre divin. Je lance un appel à l'amour du prochain, au sursaut patriotique et à l'engagement de trouver des consensus apaisés pour faire face aux défis de l'ère », a déclaré le pasteur André-Gédéon Bokundoa, président national de l'ECC. « Je lance un vaste programme de construction de Paix et du vivre-ensemble pour le salut du Congo en 2025. Il s'agit d'un programme qui mettra en place un nouveau contrat social et spirituel susceptible de nous ramener à la devise de l'Eglise du Christ au Congo que je veux comme Mythe fondateur de notre Nation: Unité dans la diversité. Aujourd'hui, la démocratie telle que vécue ainsi que les droits individuels et collectifs tels que respectés ne reflètent plus le contrat social pour un Congo don béni de Dieu. La Paix devient utopique tant sur le plan du vivre-ensemble interne en tant que peuple que celui du vivre en paix avec nos voisins. Malheureusement, pour les uns, le recours aux armes devient la seule voie idoine pour réclamer et défendre leurs droits. Pour les autres, réviser ou changer la Constitution en vigueur devient le leitmotiv d'aboutissement de leurs ambitions », constate l'ECC.

Jeudi 26 décembre.

Denis Mukwege : « 2025 sera une nouvelle marche de l'espoir vers plus de démocratie et de paix. Elle exigera de nous de l'engagement, du courage, de la persévérance, de la hauteur et de la dignité ». Il fait remarquer que pour des millions d'autres frères et sœurs, cette fête de Noël se passe malheureusement dans l'ombre des maladies, de la faim, du deuil et des privations de toutes sortes. « Cela, parce que les conditions de vies de nos concitoyens deviennent année après année encore plus difficiles à cause de la mauvaise gouvernance du pays, de la corruption, de la cupidité et de l'égoïsme de ses dirigeants. Aux drames personnels, il sied d'ajouter les souffrances collectives de millions de nos compatriotes de l'Est du pays, particulièrement du Kivu et de l'Ituri, qui subissent les atrocités des guerres que nous mène le Rwanda et l'Ouganda au travers du groupe armé M23 et plusieurs autres milices », explique le prix Nobel de la paix. Pour M. Mukwege, il est paradoxal de constater que c'est en ce moment où l'intégrité territoriale et la survie même de notre pays sont mis à rude épreuve, que le Président de la République a choisi de tenter une révision constitutionnelle. « Cette démarche est inopportune, suspecte et dangereuse », a-t-il relevé. Pour lui, la mauvaise gouvernance et les horreurs actuelles ne peuvent plus se poursuivre.

Salomon Kalonda appelle à la libération des prisonniers politiques et d'opinion en RDC. Le sénateur a formulé cet appel à l'occasion de la Noël : « En ce jour, je songe à tous ceux qui sont privés de liberté en raison de leurs opinions politiques, à l'instar de Mike Mukebayi, Seth Kikuni et tant d'autres ». Il a dit exprimer sa compassion envers ces prisonniers politiques pour avoir été à leur place l'année dernière. « Militer au sein de l'opposition ne devrait pas être un crime en RDC. La liberté de réunion, d'opinion et d'expression y sont consacrées pour tous. Respectons-les ».

Beni: 8 otages s'échappent des mains des ADF, tous cultivateurs de la localité de Bakila Tenambo à Oicha. Alors que les ADF fuyaient la pression des opérations militaires des forces conjointes Fardc-UPDF dans cette région, les otages ont profité pour s'échapper. Ils avaient été amenés dans la forêt de Ndimu dans la chefferie des Walense Vonkutu en territoire d'Irumu par ces rebelles, il y a quelques semaines. Tous ont regagné leurs familles respectives.

Suspension du trafic sur la route Bunia-Largu à la suite des attaques de Codeco. Des cas de meurtres, d'enlèvements de certains habitants et de pillages de leurs biens attribués aux miliciens de la Codeco sont récurrents depuis le début de ce mois de décembre dans le territoire de Djugu, indique la société civile. Selon cette structure citoyenne, des miliciens de Codeco occupent plusieurs localités notamment dans les groupements Ladhejo, Gobi et Pimbo. **Conséquences économiques.** Cette occupation a réduit sensiblement l'accès de la population à leurs champs et empêche le petit commerce, déclare le président de la société civile de Djugu. Plusieurs marchés communautaires des denrées alimentaires et d'approvisionnements en produits de première nécessité ne sont plus opérationnels. La population qui se dit enclavée lance un appel au gouvernement pour qu'il renforce l'effectif des Fardc et contenir les menaces des groupes armés.

En RDC, le commandement militaire modifié pour répondre aux enjeux dans l'est du pays. Les Forces armées de la République Démocratique du Congo connaissent un profond remaniement. Le Président Félix Tshisekedi a changé le commandement militaire couvrant des provinces parmi les plus instables de l'est du pays. Le lieutenant-général Pacifique Masunzu prendra désormais les rênes de cette zone stratégique, en remplacement de structures jugées inefficaces par le passé. Selon des sources au sein de l'armée, ce remaniement vise à améliorer la coordination des opérations dans une région où le conflit armé est exacerbé par l'activisme des groupes rebelles, dont le M23. Jusque-là, un commandant des opérations supervisait spécifiquement les zones de conflit au Nord-Kivu, mais cette structure n'existera plus. Dorénavant, le commandement revient directement au lieutenant-général Pacifique Masunzu. Cette réorganisation a pour objectif de simplifier la chaîne de commandement et de corriger les failles qui avaient affaibli les FARDC, assure une source militaire. Ce précédent système, fragmenté, avait multiplié les structures parallèles, comme les commandements « front nord » et « front sud », et brouillé la stratégie globale, reconnaît un autre officier. De plus, certaines critiques visaient le manque de présence sur le terrain de responsables clés, ce qui affectait le moral des troupes. Le lieutenant-général Masunzu, connu pour son expérience et sa connaissance de ce terrain, devra unifier les opérations dans cette zone couvrant des provinces instables comme le Nord-Kivu, l'Ituri et le Sud-Kivu. L'état de siège en vigueur dans plusieurs provinces représente un autre défi majeur. Sous cette mesure exceptionnelle, le commandant de zone n'exerce pas un contrôle total sur les territoires concernés, car ces zones restent sous l'autorité des gouverneurs militaires. Cette dualité complique les opérations, rendant la coordination plus difficile et créant des lenteurs dans la mise en œuvre des stratégies, reconnaît une autre source militaire. Dès le lendemain de ces nominations, de nouveaux mouvements des troupes ont été constatés, coïncidant avec des avancées, notamment avec la reprise de localités comme Kasiki et Luhanga dans la chefferie des Bamaté, mais de vastes territoires restent sous contrôle du M23. (RFI)

Pour les communautés « victimes des atrocités » des groupes armés en Ituri, l'état de siège est un échec. Cinq communautés qui se disent victimes des atrocités des groupes armés en Ituri, à savoir Nyali, Hema, Ndo, Mambisa et Alur, affirment qu'aucun groupe armé n'est neutralisé, aucun site de déplacés fermé depuis l'instauration de l'état de siège en 2021 dans cette province. Ce qui démontre, que le bilan de cette mesure exceptionnelle établie par le Chef de l'Etat pour imposer la paix est négatif. Selon leur porte-parole, tant que les miliciens continuent à tuer des citoyens innocents sans être inquiétés, on ne pourra jamais parler de la paix en Ituri.

Vendredi 27 décembre.

Le Président de l'UA s'entretient avec son homologue angolais sur la situation sécuritaire en RDC. A ce sujet, le Président João Lourenço a informé son homologue Ould Ghazouani, Président de l'Union Africaine, des avancées du processus de Luanda, une initiative cruciale visant à ramener la stabilité dans l'Est de la RDC. Cet échange reflète la détermination des deux dirigeants à conjuguer leurs efforts pour relever les défis majeurs auxquels l'Afrique est confrontée et, à promouvoir une coopération renforcée au sein de l'Union africaine, ajoute l'agence.

Santé : le SYNAMED décide de durcir son mouvement de grève. Le secrétaire général du Syndicat national des médecins de la RDC, a fustigé l'indifférence du Gouvernement face à la souffrance des blouses blanches et le non-respect de ses engagements pris lors de la commission paritaire, tenue au quartier Bibwa, commune de la N'sele. «La grève radicale débute à partir du 28 décembre 2024 à partir de 7h30 sur toute l'étendue de la République, exceptée dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sous état de siège ainsi que dans les banques de sang ». Le SYNAMED conditionne en outre la reprise normale de service par le paiement total de trois mois de la paie complémentaire des médecins conformément au communiqué conjoint de Bibwa. Les grévistes réclament aussi l'alignement des jeunes médecins à la prime de risque professionnelle. Ces médecins, engagés par le Gouvernement, travaillent alors qu'ils ne sont toujours pas rémunérés. Ils demandent aussi l'inscription sur les listes de paie [la mécanisation] des médecins qui sont reconnus par la fonction publique.

Maniema : le gouvernement provincial encourage la population à faire l'agriculture. Le ministre provincial de l'Agriculture du Maniema, a invité toutes les couches sociales à saisir la vision du gouvernement, celle de rendre à cette province son statut de grenier agricole : « Ce que je voudrais demander à la population du Maniema, c'est d'avoir une conscience collective. Que chacun sache très bien que sans l'agriculture, la population ne va pas vivre. Cultivons, produisons pour lutter contre l'insécurité alimentaire, la crise alimentaire. Pour pouvoir éradiquer également la pauvreté qui plane surtout dans nos villages ». Le ministre provincial de l'Agriculture a rappelé que le secteur agricole reste le poumon du développement durable d'une nation. Il a jugé important que les intervenants et les bénéficiaires des semences agricoles puissent faire preuve de responsabilité.

10 346 personnes déplacées à Popokabaka après les récentes attaques des Mobondo. Ces attaques des miliciens Mobondo ont eu lieu entre le 6 et 12 décembre, et ont causé des dégâts importants dans le secteur de

Lufuna, au territoire de Popokaba. Au moins 150 habitations ont été incendiées et cinq ponts détruits. Les assaillants ont systématiquement pillé plusieurs localités. Ces événements ont occasionné le déplacement massif de la population, pour se réfugier dans des zones jugées sécurisées, notamment dans la cité de Popokaba et ses environs. Leurs conditions de vie sont précaires pour le moment. Aucune assistance humanitaire n'est signalée jusque-là en leur faveur. L'ONG Prodelma dresse aussi un bilan de 117 blessés et 170 morts depuis le début des atrocités commises par les miliciens Mobondo dans la province du Kwango.

Violences à Birambizo et Binza, plus de 86 000 déplacés dans le Rutshuru, selon un rapport publié par OCHA. Ces déplacés, qui ont trouvé refuge à Tongo et Kabizo, font face à une situation humanitaire critique avec des besoins urgents en soins de santé, nourriture et articles de première nécessité. Ces déplacements de masse, combinés à des restrictions sur l'accès aux ressources et à des attaques ciblant des civils, exacerbent une crise humanitaire déjà alarmante dans le territoire de Rutshuru. Les besoins des populations déplacées continuent d'augmenter, tandis que les violences armées entravent les efforts des organisations humanitaires. Face à cette situation, OCHA appelle à une intensification des interventions humanitaires et à une amélioration des conditions de sécurité pour permettre un accès sans entrave à l'aide dans les zones les plus touchées.

Ituri : les victimes des atrocités s'opposent à toute réconciliation avec les miliciens. Les communautés victimes des atrocités des groupes armés en Ituri déplorent l'approche de l'autorité provinciale qui veut qu'elles se réconcilient avec les différentes milices qui commettent de graves violations des droits de l'homme dans cette partie du nord-est de la RDC. Pour le porte-parole de ces communautés, cet appel du gouverneur est une façon pour l'autorité provinciale de se dérober de sa responsabilité et celle du Gouvernement d'imposer la paix en Ituri en combattant ces hommes armés. Il lui reproche d'assimiler les groupes armés aux différentes communautés qui sont pourtant victimes de leurs atrocités. Il invite le pouvoir de l'état de siège à imposer la paix et forcer le désarmement des miliciens. Depuis plus d'une année, la province de l'Ituri est en état de siège à cause de l'activisme des groupes armés. Le gouverneur de province avait demandé mardi dernier, au cours d'une conférence de presse, aux fils et filles de l'Ituri de se réconcilier et de se pardonner pour la promotion de la paix dans cette province.

Libération de 86 détenus de la prison centrale de Bunia, en application d'un arrêté du ministre de la Justice. Ces détenus étaient poursuivis pour des faits bénins dont les vols simples ou qualifiés et l'escroquerie. Certains ont passé plus de trois ans sans être jugés. D'autres leurs dossiers étaient en instruction en attendant que les juges se prononcent sur leur sort. Le directeur de la prison centrale, indique que cette mesure ministérielle permet de désengorger la prison qui héberge actuellement plus de 2200 détenus.

RDC : 265,90 tonnes de coltan exportées au premier trimestre 2024, le Haut-Katanga en tête, les zones de production du Nord-Kivu toujours sous contrôle du M23. Le Haut-Katanga domine le classement des régions exportatrices avec 99,64 tonnes pour une valeur totale de 1,83 million USD, suivi du Sud-Kivu (67,40 tonnes pour 1,73 million USD) et du Tanganyika (58,80 tonnes pour 1,86 million USD). Le Nord-Kivu, où les activités du groupe rebelle M23 restent une préoccupation majeure, se place en quatrième position avec 40,06 tonnes d'exportations, d'une valeur de 1,36 million USD. Le Maniema, pour sa part, n'a enregistré aucune exportation de coltan sur cette période. Lors d'une session au Conseil de sécurité de l'ONU, tenue ce lundi, Bintou Keita, cheffe de la MONUSCO, a tiré la sonnette d'alarme sur le monopole instauré par le M23 sur la production de coltan dans les territoires de Masisi et Rutshuru, au Nord-Kivu. Elle a révélé que le commerce illégal dans la région de Rubaya, qui représente plus de 15 % de la production mondiale de tantale, génère environ 300 000 USD par mois pour le groupe rebelle. «Ce contrôle illégal des ressources naturelles alimente directement les activités des groupes armés et perpétue l'exploitation des populations civiles », a dénoncé Keita. Elle a exhorté la communauté internationale à adopter des sanctions ciblées contre les acteurs impliqués et a souligné l'urgence de renforcer la transparence et la traçabilité dans le secteur minier en RDC. Quelques jours plus tôt, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, le président congolais Félix Tshisekedi avait lui aussi dénoncé avec véhémence le soutien du Rwanda au M23, qu'il a qualifié de « groupe terroriste ». Il a décrié la situation humanitaire dans l'Est du pays, où près de 7 millions de personnes sont déplacées, et a demandé des sanctions internationales contre Kigali. (Actualité.CD)

Samedi 28 décembre.

Haut-Katanga : organisation d'un symposium sur la contribution de l'UNILU à la résolution des problèmes sociaux, dans la province du Haut Katanga. Des experts de différents domaines sont aussi mis à contribution. Ils vont aborder des thèmes variés axés notamment sur l'économie, l'agropastorale, l'entrepreneuriat, la défense et la sécurité. Le président de l'assemblée provinciale du Haut Katanga a salué cette initiative de l'UNILU qui vise à privilégier la recherche des solutions aux problèmes auxquels la population haut-katangaise est confrontée. Ces problèmes se déclinent selon lui dans le secteur de l'eau, de l'agriculture, de la pêche, de la santé, de la santé animale, de l'aménagement du territoire et autres.

Beni : 21 civils tués en une semaine par les ADF à Bapere (société civile). Les villages les plus affectés par l'insécurité sont notamment Robinet, Kodjo, Ombole, Bandulu, Mabunda, Midede et Makele. A la suite des attaques répétées des rebelles ADF, ces villages se sont vidés de leurs habitants. La plupart des déplacés, majoritairement des femmes, des enfants et des personnes âgées, se sont concentrés à Mangurejipa, chef-lieu du secteur de Bapere.

Fluctuations des prix à l'exportation : le cuivre en baisse, le cacao bondit. Dans le secteur agricole, le prix du café robusta a enregistré une légère baisse, pour atteindre 5,16 USD/kg. En revanche, le café arabica reste stable à 6,46 USD/kg. Le cacao affiche une progression notable de 12,57 %, s'établissant désormais à 11,55 USD/kg. Du côté des produits miniers, le cuivre accuse une baisse de 1,19 %, pour se fixer à 8 943,00 USD/tonne. Le cobalt conserve son niveau actuel de 24 050,00 USD/tonne. Le zinc enregistre une baisse de 1,66 %, pour un prix de 3042,25 USD/tonne. L'étain, en revanche, progresse légèrement de 1,06 %, atteignant 29 306,00 USD/tonne. Les métaux précieux présentent des évolutions contrastées : l'or augmente de 0,57 % pour atteindre 86,62 USD/gramme, tandis que l'argent recule de 0,98 %, s'établissant à 1,01 USD/gramme. Le tantale reste stable à 227,00 USD/kg.

Suspension de l'exploitation minière à la Tshopo. L'objectif de cette décision est de lutter contre l'exploitation illégale des ressources minières, de protéger l'environnement et de garantir que les activités minières se déroulent dans le respect des lois et de la réglementation en vigueur. Cette décision est consécutive à une mission effectuée par une délégation des députés provinciaux du 17 au 27 septembre dernier dans le territoire de Bafwasende. Ceux-ci se sont rendu compte de l'exploitation illégale des ressources minières ainsi que des conséquences y afférentes, indique le président de l'assemblée provinciale de la Tshopo. La suspension des activités minières concerne tous les territoires de la Tshopo étant donné que la situation est la même dans toutes ces entités, précise l'assemblée provinciale. Après vérification des documents, seules les entreprises en ordre avec l'Etat congolais seront autorisées à reprendre leurs activités, précise le speaker de l'organe délibérant de la Tshopo.

Combats à Minembwe : « l'objectif des groupes armés est d'ouvrir un front AFC-M23 dans la partie Sud-Kivu », selon l'armée. « Du 25 au 26 décembre, les Fardc ont déjoué une attaque de la coalition armée Makanika-Red Tabara contre plusieurs positions de l'armée dans le but de prendre possession et le contrôle total de l'aérodrome de Kiziba à Minembwe, afin de faciliter le ravitaillement en armements, munitions et personnels en provenance de l'extérieur, dans l'objectif de mieux ouvrir un front AFC-M23 dans la partie Sud-Kivu ». Cependant, « les Fardc assurent la population de sa sécurité et celle de ses biens, et appellent cette dernière à créer un front commun contre ces ennemis de la nation qui n'ont pour objectif que de semer la peur et la terreur », ajoute ce porte-parole de l'armée.

Le Kasai-Oriental doté d'un hôpital moderne d'une capacité de 150 lits, financé sur fonds propres du Gouvernement. Il s'agit de l'Hôpital général de référence de la Muya à Mbuji-Mayi réhabilité. Cet hôpital est doté des matériels de pointe, affirme le ministre de la Santé publique, de l'hygiène et de la prévention : « On y trouve un centre de diagnostic complet, laboratoire ultra moderne, radiologie de dernier cri, mammographie pour diagnostiquer le cancer de sein. On y trouve aussi une salle d'opération ultra moderne, les lits d'hospitalisation sont ceux utilisés dans les meilleurs hôpitaux ». Le Président de la République, après la coupure du ruban d'inauguration, a visité tous les 10 services de cet hôpital, avant de lui doter de deux ambulances modernes avec un laboratoire mobile.

Dimanche 29 décembre.

Les combats s'intensifient entre les Fardc et le M23 au sud de Lubero. Selon des sources locales et sécuritaires, les combats se déroulent entre les villages de Mambasa et d'Alimbongo, situés à environ 60 km au sud de Lubero-centre. Des hélicoptères de combat des Fardc pilonnent depuis samedi matin les positions des rebelles du M23 autour de ces deux villages. La situation reste tendue dans la zone, selon les sources locales. Les Fardc ont établi leurs positions défensives avancées à Mambasa, tandis que le M23, situé à distance de Mambasa, a érigé une forteresse pour bloquer toute progression des Fardc vers Alimbongo.

Le Gouvernement donne 10 000 houes aux coopératives du Nord-Kivu pour la campagne agricole 2025. « Cette initiative vise à renforcer l'autonomie alimentaire de la population en encourageant la production locale ». Le président des déplacés du camp de Kanyaruchinya, souligne la nécessité prioritaire d'un retour durable de la paix dans les territoires occupés pour permettre aux agriculteurs de retourner cultiver leurs propres terres. En attendant, il demande une aide financière complémentaire à la distribution de ces houes, afin de permettre aux coopératives agricoles des déplacés de louer des champs auprès des autochtones et ainsi cultiver des produits à cycle court comme les pommes de terre, les choux et les amarantes. De son côté, un commerçant local déplore l'inondation des

marchés de Goma par les produits agricoles importés. Une situation favorisée par l'insécurité qui empêche les agriculteurs locaux de produire. Il a appelé les autorités à renforcer la sécurité pour permettre aux agriculteurs de reprendre leurs activités et de redynamiser l'économie locale, en difficulté depuis le début de la guerre d'agression en 2022.

Au moins 77 % des ménages du Maniema sont en insécurité alimentaire, selon l'INS. Cette enquête a été menée dans cette province en août 2024, en collaboration avec l'Institut national de la statistique (INS) avec le financement du Programme alimentaire mondial (PAM). Les causes de cette insécurité alimentaire sont notamment l'inaccessibilité des routes, la hausse des prix des denrées alimentaires et les catastrophes naturelles.

476 cas de morsures de chiens enregistrés à Lubumbashi en 2024, ayant entraîné près d'une dizaine des morts. Il y a beaucoup des chiens qui sont errants et ce sont seulement les personnes mordues qui passent par nos services mais les autres qui ne passent pas, on ne peut pas les contrôler.

Ces soldats au front « devraient être payés plus que nos politiciens », plaide le musicien Moïse Rumia, dans sa nouvelle chanson intitulée : « FARDC ». « Ils (militaires) se sacrifient pour la nation, ils se sacrifient pour notre propre sécurité. Et nous sommes obligés de les encourager. (Je demande) à la population de nous unir et soutenir nos Fardc ». Il a par ailleurs salué la bravoure de ces militaires qui se privent de leur bonheur et abandonnent leurs familles pour le bonheur de toute la population.

Cacao et Café : Le gouvernement tente d'apaiser les inquiétudes des opérateurs économiques face à la réglementation de l'UE. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) dans le territoire de Beni, au Nord-Kivu, a récemment alerté le gouvernement central sur l'exclusion des produits congolais, notamment le cacao et le café, du marché européen. Une correspondance adressée au ministre du Commerce extérieur, Julien Paluku, met en lumière le retrait de ces produits des certifications internationales « Fairtrade » et « Bio ». Pour la FEC, cette exclusion représente un revers majeur, d'autant plus que des efforts significatifs avaient été déployés pour rétablir le cacao et le café congolais sur le marché international avec l'appui de partenaires comme l'UE, USAID, FIDA et la Banque mondiale. Les organismes de certification, pour leur part, justifient ce retrait par le refus de l'UE d'approuver leur demande de conformité, en raison de l'insécurité persistante dans la région. « L'absence de certification à partir de janvier 2025 empêchera nos produits d'être commercialisés comme biologiques ou équitables, entraînant des conséquences économiques et sociales graves pour le pays », alerte la FEC. Selon directeur général de l'Agence Nationale de Promotion des Exportations, plus de 400 tonnes de cacao se volatilisent chaque semaine à cause des pratiques frauduleuses, représentant une perte annuelle de 60 millions USD. « En Ouganda, les exportations ne subissent pas de taxes et sont plus compétitives. Ici, au Congo, les taxes multiples et le coût élevé du transport rendent le secteur vulnérable à la contrebande. Pourtant, nous pourrions atteindre une production de 300 000 tonnes par an si l'exportation était bien encadrée », a-t-il déploré. Malgré ces défis, les exportations de café de la RDC ont progressé en 2023, atteignant 12 422 tonnes contre 10 729 tonnes en 2022, selon les données de la Banque Centrale du Congo. Cette hausse témoigne du potentiel de croissance des produits agricoles congolais sur les marchés internationaux.

Lundi 30 décembre.

Le SYMECO lance un ultimatum au Gouvernement. Le Syndicat national des médecins du Congo exige du Gouvernement le paiement complémentaire du quatrième trimestre 2024. Le paiement complémentaire réclamé inclut l'alignement à la prime de risque professionnel pour 1000 médecins, le paiement au grade statutaire pour 5177 médecins promus, ainsi que le paiement du deuxième palier de 35 % des indemnités de transport et de logement. Ce syndicat regrette qu'à 48 h de la fin de l'exercice budgétaire 2024, ce paiement ne soit toujours pas effectif, engendrant une nouvelle tension et crise dans le secteur de la santé. Le secrétaire exécutif national du SYMECO, a par ailleurs appelé tous les médecins des services publics de l'État membres du SYMECO à rester mobilisés et vigilants et à se tenir prêt à reprendre la grève générale dès le jeudi 2 janvier 2025 en cas d'inaction du Gouvernement.

Butembo : la protection des enfants en 2024 perturbée par l'insécurité et la grève des enseignants des écoles publiques. Le facteur clé est la persistance de l'insécurité causée par les rebellions du M23 et des ADF. « Le nombre des enfants déplacés a haussé à cause des mouvements des populations. Un autre aspect particulier, c'est l'avènement des groupes Wazalendo dans lesquels nous sommes en train d'enregistrer la présence d'enfants. Ce que nous condamnons », a indiqué le conseiller au parlement d'enfants de Butembo-Lubero. À cela s'ajoutent les mouvements de grève des enseignants des écoles publiques observés dès le début de cette année scolaire. Il plaide pour l'implication de tous afin d'améliorer les conditions de vie des enfants en 2025.

Fizi : 80 900 habitants fuient leurs villages à la suite des affrontements entre Fardc et groupes armés. « Ces personnes manquent de tout. Elles passent nuit à la belle étoile principalement à Muliza, Kakenge, Bakamata, Kakangara et à Kabingo où ces personnes sont regroupées. Et parmi ces populations, nous avons les Babembe, les Babuyu, les Banyindu, les Bashi, les Banyamulenge. Ils sont dans un état précaire et leurs conditions humanitaires posent problème », a rapporté l'administrateur du territoire de Fizi, Samy Kalonji.

L'évêque de Matadi plaide pour la création d'emplois en faveur de jeunes congolais, afin de permettre à chaque ménage congolais de subvenir à ses besoins essentiels, mais aussi aux jeunes diplômés de se prendre en charge décemment. L'évêque estime que le manque d'emploi est à la base de cette situation qui paupérise la population congolaise. Selon lui, la jeunesse congolaise est armée de savoir et de compétences. Ce qu'elle attend, ce sont des opportunités pour contribuer au développement de la nation.

La RDC cherche à séduire les investisseurs en Afrique du Sud pour ses mines. Pour convaincre les investisseurs étrangers, les représentants congolais participent à des dîners d'affaires, comme dans cet hôtel chic du quartier de Sandton, à Johannesburg. « Le Congo a à donner, et l'Afrique du Sud a, aussi, à donner, estime l'un des invités, Daniel Bumba, gouverneur de la ville de Kinshasa. À côté des épices de la guerre au Congo, dans l'ensemble du pays, il y a la vie, la nécessité d'investir, et les investissements sont probants, et sont porteurs de croissance et de retours. » Pour certaines entreprises sud-africaines, l'aventure congolaise est déjà une réussite. « Si on ne s'étaient pas lancés à l'extérieur de l'Afrique du Sud, et en particulier en RDC, nous n'aurions pas atteint le niveau qui est le nôtre aujourd'hui, souligne Claire Clark de Nucleus mining logistics, une société qui propose des services de transports aux mines, notamment autour de Lubumbashi. Depuis 5 ans, notre entreprise connaît une croissance de 500 % chaque année. C'est beaucoup de travail, mais c'est vraiment enthousiasmant. » **Relais pour l'économie sud-africaine.** Du côté des politiciens sud-africains, on estime aussi que l'Afrique du Sud, forte d'une grande expertise minière, a tout intérêt à trouver des relais de dynamisme à l'étranger. « Il est très important que nos entreprises cherchent des opportunités dans différentes zones du continent pour que l'on puisse croître tous ensemble, juge David Makhura, cadre de l'ANC. Nous subissons, ici, une énorme pression : le chômage est très élevé, tout comme les niveaux d'inégalités et de pauvreté. L'immigration nous pose aussi problème. Or, si les économies de ces autres pays ne fonctionnent pas bien et n'offrent pas d'opportunités, il est naturel que leurs habitants migrent pour aller là où elles se trouvent. » **Problème de gouvernance à régler.** Cependant, il n'est pas toujours facile pour la RDC de convaincre les investisseurs sur la gouvernance, comme l'a montré l'échec de l'appel d'offres autour des blocs pétroliers. « L'économie du pays repose, pour beaucoup, sur son secteur minier, admet Aurélien Mali, de l'agence Moody's. On peut donc observer de fortes capacités à attirer des investisseurs. Mais la RDC est pour le moment incapable de vraiment tirer la part qui lui est due. Avec le renforcement des institutions, il y a des chances, dans le futur, que le peuple congolais puisse bénéficier d'un meilleur retour. » Le pays se trouve de plus toujours sur la liste grise du Groupe d'action financière qui lutte contre le blanchiment d'argent, ce qui peut aussi rebuter les investisseurs. (RFI)

Les détenus de la prison centrale de Kindu bénéficient de l'aide alimentaire et non-alimentaire. La société d'exploitation d'or TSM a apporté, lundi 30 décembre, un lot important de l'aide alimentaire et non-alimentaire aux détenus de la prison centrale de Kindu (Maniema). « La société TSM n'a pas voulu fêter seule, c'est pourquoi nous sommes venus accompagner nos frères et sœurs qui sont incarcérés dans la prison ici avec les vivres et que nous allons fêter ensemble avec eux pour qu'ils se sentent à l'aise en sachant qu'ils ont des frères à l'extérieur qui sont de cœur toujours avec eux ». Au nom de tous les détenus, le Directeur de cette maison carcérale a remercié la société TSM. « En tout cas nous sommes très heureux de voir ce geste qui va reconforter nos frères et sœurs qui sont en détention. Ils ont droit à la vie. Pour nous c'est un message que nous allons devoir donner aux autres qu'ils doivent aussi emboîter les pas. La Bible dit j'étais en prison vous ne m'avez pas assisté. Aujourd'hui la société TSM a pensée aux prisonniers. Nous disons infiniment merci », a déclaré Victor Kakonlongo. La prison centrale de Kindu, construite avec une capacité d'accueil de 150 détenus, en compte plus de 500 à ce jour selon ses responsables.

Mardi 31 décembre.

Ituri : la société civile appelle les miliciens à adhérer au PDDRCS. Le coordonnateur du Programme de désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire et stabilisation (PDDRCS) a lancé cet appel dans son message de vœux à la population, à de Bunia, chef-lieu de l'Ituri : « Depuis 2017, vous avez endeuillé l'Ituri, vous n'en avez pas assez ? Jusqu'à quand allez-vous poursuivre cette entreprise criminelle ? L'unique voie qui vous reste, c'est de vous rendre au PDDRCS, de déposer vos armes et de revenir à la société car l'Ituri a grandement besoin de vous pour sa reconstruction ». A cette occasion, il a également invité toutes les couches sociales à une prise de conscience collective en vue de ne pas céder aux manipulations des ennemis de la paix. « La coordination provinciale forces vives de l'Ituri invite toutes les couches de la population à la prise de conscience collective, à

l'unité et au patriotisme, à la cohésion sociale et au vivre ensemble afin de barrer la route à la manipulation et à la division », a fait savoir le président de la société civile de l'Ituri.

Au moins 450 enfants orphelins initiés à la culture de la paix et à la cohabitation pacifique à Bogoro, dans le cadre d'une retraite de deux jours, organisée depuis le lundi 30 décembre par l'ONG Bacone Of Hope à Bogoro. Ces enfants orphelins issus de communautés Lendu, Bindi, Hema et Bira sont venus des localités comme Kavelega, Kotoni, Bogoro, Lakpa accompagnés de notables et leaders religieux de leurs entités respectives. Ils apprennent des notions sur le vivre ensemble, la culture de la paix et de la non-violence. Pendant ces deux jours de retraite, ils mangent, jouent et dorment ensemble pour renforcer le sentiment de fraternité malgré leurs différences culturelles.

Julien Paluku juge injustifiée l'exclusion du café et cacao de la RDC du marché de l'UE. « Nous allons renforcer le dialogue avec l'Union européenne donc une Tripartite UE-Monusco et Gouvernement congolais. Pourquoi la Monusco ? C'est parce que la Monusco est déployée où il y a des conflits pour certifier que les champs desquels sont issues les productions de cacao ne sont pas défrichés à partir des forêts » souligne le ministre du Commerce extérieur. Selon lui, l'UE devra, dans cette tripartite, expliciter le règlement voté par son Parlement alors que le Gouvernement va défendre la position de la RDC. La deuxième mesure du Gouvernement congolais est de renforcer l'Agence nationale de promotion des exportations (ANAPEX), l'Office nationale des produits agricoles du Congo (ONAPAC) et l'Office congolais de contrôle (OCC) pour que désormais nous puissions avoir de certification nationale. **Création d'un couloir Kivu-Kinshasa.** Julien Paluku a annoncé la volonté du Gouvernement de créer un couloir entre la région du Kivu et Kinshasa en vue de circonscrire trois types de zones : agricole, forestière et urbanistique. Il a indiqué que cette démarcation va aider le pays à démontrer à la face du pays de protéger l'environnement.

Kindu : pré-vulgarisation de la loi portant protection et promotion des peuples autochtones. Pour le porte-parole de la Dynamique des groupes de peuples autochtones, l'objectif de cette activité est la prise de conscience des responsables des services étatiques pour la protection et la promotion des peuples pygmées : « Nous devons pré-vulgariser la loi, numéro 22/030 du 15 juillet 2022, portant protection et promotion des droits des peuples autochtones pygmées en RDC, parce que la vulgarisation va intervenir l'année prochaine, par la grâce de Dieu. Et il fallait prémunir les participants des rudiments de cette loi pour qu'ils la comprennent et enlever l'ignorance dans les services de l'Etat et aux membres de la société civile par rapport à la question des peuples autochtones en RDC ».

Lubero : plus d'une dizaine de civils tués à la suite des attaques des rebelles ADF à Bapere en 2 jours. Ces assaillants ont attaqué tour à tour le village de Kily dans le groupement Bulengya, où 8 civils ont été tués. Quatre autres civils, tous des femmes, ont été tués dans le village Mangoya du groupement Manzya. Ici, la société civile locale parle de plusieurs maisons et de trois motos incendiées par ces rebelles. Elle ajoute que toutes les victimes ont été tuées soit à l'arme blanche, soit par des armes à feu. Malgré la peur et la panique, la population de ce coin du pays a tout de même maîtrisé deux rebelles des ADF qui ont été remis aux services de sécurité de Nziapanda. Dans la nuit du 21 au 22 décembre courant, 18 civils avaient été tués par les rebelles des ADF dans cette même région alors que le 25 décembre, trois autres civils ont perdu la vie lors d'une nouvelle attaque attribuée aux mêmes ADF. En une semaine, ce sont quelque 33 civils ont été tués par ces rebelles dans le territoire de Lubero.

Salamabila : 4 morts et 14 000 sans-abris après la pluie, des 28 et 29 décembre. Outre les maisons d'habitation, ces sinistrés ont perdu leurs réserves alimentaires, leurs biens essentiels ainsi que plusieurs hectares de cultures. Cette situation compromet ainsi gravement la sécurité alimentaire à l'approche des récoltes.

La Lucha regrette que les 17 Chinois aient été expulsés du territoire congolais sans en informer le gouverneur du Sud-Kivu. « Le mouvement citoyen Lucha exige : que la justice puisse se saisir du dossier pour que tous ceux qui ont facilité cette évasion soient poursuivis quel que soit leur rang social pour mettre fin à l'impunité. Que la DGM puisse restituer dans les comptes de la province du Sud-Kivu la somme de 10 millions USD que les Chinois devaient à la province. Nous exigeons également qu'un contrôle sérieux sans complaisance soit organisé dans tous les territoires de la province du Sud-Kivu pour traquer tous les voleurs des minerais du Sud-Kivu », a déclaré Arnold Akiza Kihunde. Cette affaire de l'exploitation illégale des minerais au Sud-Kivu par des étrangers Chinois sans titre de séjour ni permis d'exploitation a largement été commenté au Sud-Kivu. Ces Chinois ont été interpellés puis expulsés du territoire congolais.

RDC : Faible activité sur le marché monétaire et nette diminution des emprunts bancaires à long terme. Le marché monétaire de la RDC a enregistré une activité limitée durant la semaine du 20 décembre 2024, selon les données de la BCC. Au guichet des prêts à court terme, une opération de 72,0 milliards de FC a été réalisée. En cumul annuel, le volume total des transactions sur ce guichet atteint 714,2 milliards de FC, témoignant d'une demande continue mais modérée en fin d'année. Sur le guichet des facilités permanentes, une opération de 81,0

milliards de FC a été enregistrée durant la semaine. Cependant, les données cumulées montrent une forte diminution par rapport à l'année précédente. En 2024, le volume total des transactions s'élève à 6 025,0 milliards de FC, contre 21 569,7 milliards de FC à la même période en 2023, traduisant une nette baisse de l'utilisation de ce mécanisme. Aucune transaction n'a été enregistrée sur le marché interbancaire au cours des trois premières semaines de décembre. En cumul annuel, ce marché, où les banques échangent directement des liquidités, affiche un volume total de 429,0 milliards de FC.

